

REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Tanindrazana – Fahafahana – Fandrosoana

MINISTERE DE L'ENERGIE ET DES MINES

MAITRE D'OUVRAGE: COMMUNE RURALE DE

CONTRAT N° 01/CR (initial de la Commune) – (initial du fermier) /05

En date du :

OBJET : GESTION ET EXPLOITATION DU SYSTEME
D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE DE LA COMMUNE
RURALE DE

MODELE DE CONTRAT D'AFFERMAGE
ENTRE LA COMMUNE ET LE FERMIER

FERMIER :
(Adresse, ST, NIF, RC)

MINISTERE DE L'ENERGIE
ET DES MINES

TITRE 1 DISPOSITIONS GENERALES

Article 1 : Parties contractantes - Objet du Contrat

Le présent Contrat a été établi à, le, en exemplaires

Entre :

L'Entreprise, NIF, RC, ST, domiciliée au représentée par Monsieur désignée ci-après par « le FERMIER » ou « le Gestionnaire Délégué » .

La Commune Rurale de, désignée dans ce qui suit par « le Maître d'ouvrage », et représentée par son Maire

Et le **Ministère de l'Energie et des Mines** chargé de l'Alimentation en eau potable, désigné dans ce qui suit par «le Ministère chargé de l'eau», et représenté par la Direction de l'Eau et de l'Assainissement (DEA).

Dans le cadre de ce Contrat, le Maître d'ouvrage confie au FERMIER la gestion et l'exploitation du système d'Adduction d' Eau Potable (désigné ci-après « système d'AEP ») à ses frais, risques et périls, dont l'Etat a transféré la propriété au Maître d'ouvrage.

Le présent Contrat est soumis pour approbation au Ministère chargé de l'eau.

Article 2 : Pièces contractuelles

Les parties contractantes s'engagent à exécuter le présent Contrat conformément aux dispositions des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité :

- N° 1 Le présent texte principal du Contrat.
- N° 2 L'annexe A: Compte rendu de la décision du Conseil Municipal et / ou du Maître d'ouvrage de confier au FERMIER la gestion et l'exploitation du système d'Alimentation en eau Potable (AEP) de la COMMUNE.
- N°3 L'annexe B : Inventaire du système d'eau existant avec les plans y afférents,
- N° 4 L'annexe C: Cahier des charges élément facultatif tenant lieu de référence pour interpréter un point considéré comme litigieux à la gestion et l'exploitation des systèmes d'AEP des petits centres semi-urbains.

Article 3 : Invalidité partielle du Contrat

En cas d'erreur ou d'omission entraînant l'invalidité d'une des dispositions, celle-ci ne portera nullement atteinte à la validité des autres dispositions. Toute lacune éventuelle découlant d'une telle situation sera comblée par une disposition conforme à l'objet du présent Contrat.

Article 4 : Date d'entrée en vigueur du Contrat - Délai contractuel - Prorogation

Le présent Contrat sera réputé approuvé lorsqu'il revêtira les signatures des parties contractantes.

La durée du Contrat de la gestion et de l'exploitation du système d'eau est fixée à ans au terme de laquelle il sera procédé par l'autorité administrative compétente l'évaluation des résultats de sa gestion consentie au FE R.

Si le FERMIER s'est acquitté correctement de ses obligations, le Contrat peut être renouvelé sur sa demande, pour une nouvelle période à négocier d'accord parties. Les conditions de transfert de gestion contenues dans le Contrat initial, s'appliquent en cas de renouvellement, si les parties n'ont pas convenu d'un changement dans les droits et obligations respectifs.

Article 5 : Propriété des ouvrages et équipements

Les ouvrages et équipements constitutifs du système d'AEP sont propriétés du Maître d'ouvrage y compris ceux financés grâce au fonds de renouvellement et d'extension, de même que ceux financés en tout ou partie par le FERMIER, avec accord du Maître d'ouvrage. Cependant, le FERMIER pourra, s'il le demande, être indemnisé pour compenser la part des investissements non amortis à la résiliation ou à la fin du Contrat, sur base de la consultation d'un spécialiste en la matière.

Sont exclus de ce régime de transfert de propriété les outillages, équipements, matériels de bureau, moyens logistiques etc. mobilisés et financés par les fonds propres du FERMIER pour l'exécution du Contrat, et qui restent sa propriété. Il est fortement recommandé au FERMIER de tenir un inventaire séparé de ses biens propres. Par définition :

Les **Biens de Retour** sont les biens indispensables au fonctionnement du service public, tels que les ouvrages et équipements de production et/ou de traitement, les canalisations, les branchements, les fichiers des abonnés, qui doivent obligatoirement revenir au M2Citre d'ouvrage à la fin dudit contrat.

Les **Biens de Reprise** sont Les biens utiles à l'exploitation d'un service public, tels que les stocks, les véhicules et engins, les outillages ... qui appartiennent au Gestionnaire délégué et peuvent être rachetés par le M2Citre d'ouvrage ou par le nouveau Gestionnaire délégué à la fin du contrat.

Les **Biens Propres** sont des biens appartenant au Gestionnaire délégué qui ne sont pas affectés au Service Public de l'Eau.

Article 6: Modifications

Au cas où surviendraient les circonstances nécessitant les modifications du présent Contrat, ces dernières seront négociées et acceptées d'accord parties et consignées dans un addendum au Contrat.

Le Maître d'ouvrage peut demander l'extension du Contrat à d'autres points, entre autres la gestion de l'assainissement urbain (eaux usées etc ...).Ce bénéfice de l'extension est accordé, s'il est vérifié que la capacité du FERMIER lui permet de faire face à toutes les obligations résultant de cette extension.

Article 7 : Droit applicable

Le présent Contrat est mis en application conformément aux lois et règlements en vigueur à Madagascar.

TITRE II OBLIGATIONS DU FERMIER

Article 8 : Prestations du Fermier

Dès prise d'effet du contrat, le FERMIER devra:

- ouvrir un bureau local accessible au public dans la localité
- participer à la surveillance et à la réception provisoire des travaux en cours ou prendre ses dispositions pour visiter les installations et attester de leur conformité aux plans et descriptifs

- recruter les personnels nécessaires,
- constituer les stocks nécessaires à l'exploitation

Il a pour mission d'apporter ses meilleurs soins, à la réalisation de l'objet du Contrat, conformément aux dispositions du présent document. Il peut réaliser à la fois à ses frais des investissements nécessaires et le soin de faire fonctionner le système d'AEP à ses risques et périls.

Il se rémunère par un prix payé par les usagers.

Article 9 : Personnel du Fermier

Pour l'exploitation générale et la bonne exécution du Contrat, le FERMIER doit employer des techniciens permanents compétents et expérimentés dans leurs spécialités respectives ainsi que de main d'oeuvre qualifiée, semi-qualifiée, nécessaire à l'entretien et aux travaux

Pendant l'exécution du contrat , le FERMIER sera représenté par son représentant mandaté, qui sera habilité à solliciter et recevoir toutes les instructions nécessaires du Maître d'ouvrage et à lui rendre compte.

Article 10 : Responsabilités du Fermier

La responsabilité du FERMIER est une responsabilité de mandataire du Maître d'ouvrage. A ce titre, il a la, seule responsabilité des décisions qu'il prend pour mener à bien l'exécution du présent contrat.

La responsabilité du FERMIER pour toute conséquence indirecte, telle que destruction des ouvrages publics par des tierces personnes ou par de cataclysme naturel est exclue.

Le FERMIER prendra en charge *J'exploitation, l'entretien, le renouvellement, la police administrative, la production de documents et la gestion* des ouvrages et des équipements contribuant au service public de l'eau.

10-a - Exploitation

Il assurera à ses frais la surveillance et l'exploitation technique de tous les ouvrages et équipements ainsi que ceux qui pourraient lui être confiés après son entrée en fonction, ainsi que tout le matériel indispensable à l'exécution de ses fonctions.

Le FERMIER est tenu d'avoir un service de permanence pouvant être alerté sans délai de nuit comme de jour, pour toute anomalie se produisant dans le service. Le service d'eau fonctionne en permanence pour les usagers sauf interruption en cas de force majeure ou dans les cas spécifiés ci-après :

- a) arrêts spéciaux pour les renforcements, améliorations, extensions et installation de certains branchements dans des conditions à déterminer dans chaque cas particulier sous réserve de l'autorisation du Maître d'ouvrage ;
- b) arrêts d'urgence pour des réparations du réseau ou en cas d'accident exigeant une intervention immédiate. Le FERMIER est autorisé dans ce cas, à prendre les mesures nécessaires mais il doit en aviser le Maître d'ouvrage dans le plus bref délai.

Le FERMIER est tenu de faire analyser la qualité bactériologique de l'eau deux fois par an et de s'assurer que l'eau fournie respecte de façon permanente les normes en vigueur et publier les résultats.

10-b - Entretien, réparations et renouvellement

Le FERMIER effectuera à ses frais l'entretien préventif, la maintenance et les réparations courantes du système de captage, du transfert eau brute, du système de traitement, des réservoirs et du réseau de distribution.

Il devra soumettre à l'approbation du Maître d'ouvrage, les extensions et les renouvellements qu'il juge nécessaires et qui devront être financés par le fonds de renouvellement et d'extension. Il préparera un dossier technique sommaire justifiant la nécessité de ces interventions, leurs modalités et leur coût.

10-c -Mission de police administrative

Le FERMIER assurera la police administrative des ouvrages et équipements dont il a la charge. Ses agents devront porter un badge distinctif et avoir en leur possession un certificat attestant de leurs fonctions. Ils seront en particulier chargés :

- de prévenir toute construction, installation ou occupation sur les ouvrages et/ou dans le périmètre de protection de captage dont le FERMIER assure,
- de dresser des procès-verbaux à l'encontre des contrevenants, afin de permettre à l'autorité de police judiciaire compétente de faire cesser l'occupation illicite (et) ou de sanctionner les contrevenants ;
- de l'information et de la sensibilisation du public en matière de police administrative des zones protégées et/ou des ouvrages et équipements dont il a la charge par l'intermédiaire de ses agents et si cela s'avère nécessaire, par panneaux ou affichage.

10-d - Production de documents

Le FERMIER tient constamment à jour un plan à échelle de 1/2000 ou 1/5000 du réseau de distribution.

il doit afficher les conditions d'accès au service public (coût de connexion, tarifs de vente de l'eau).

Il est tenu de produire avant le 15 février de chaque année, à l'attention du Maître d'ouvrage et du Ministère en charge de l'Eau, un rapport annuel d'activité technique et financier sur les résultats de l'exercice écoulé, accompagné du compte d'exploitation et programme d'activités prévisionnels y compris une proposition de programme d'investissement (renouvellement, extension...

10-e - Gestion

a) Pour la gestion des Points d'Eau Collectifs

Pour la *gestion des Points d'eau Collectifs*, le FERMIER ou le Gestionnaire Délégué des Points d'Eau Collectifs (GDPEC si le FERMIER délègue la gestion des points d'eau collectifs) :

- assurera la desserte permanente des usagers des points d'eau collectifs (PECS) avec les heures fixées raisonnablement et contradictoirement d'accord parties. Les heures d'ouverture et de fermeture seront affichées à chaque point d'eau.
- pourra augmenter ou diminuer le nombre de PECs qu'il jugera nécessaire avec l'approbation du Maître d'ouvrage.

- pourra construire le PEC sur un terrain privé, après accord du propriétaire, ou sur un terrain public, approuvé par le Service technique de la Mairie. Le point d'eau ainsi mis en place, deviendra propriété du Maître d'ouvrage où le FERMIER ou le GDPEC se chargera de son exploitation et de son entretien, suivant les conditions prévues dans ce Contrat.
- a obligation de respecter la redevance communale par point d'eau et le tarif fixés de commun accord avec le Maître d'ouvrage et appliqués dans tout le périmètre de distribution relatif au présent Contrat Le tarif appliqué sera affiché à chaque point d'eau collectif

b) Pour la gestion des branchements particuliers

Sur tout le parcours des réseaux, le FERMIER, distributeur d'eau potable dans le périmètre du contrat 1 a obligation de fournir en eau potable, suivant des modalités de paiement, toute personne demandant un branchement particulier.

Il peut prescrire au Maître d'ouvrage de refuser les demandes susceptibles d'entraîner des perturbations de fonctionnement général du système en raison de l'insuffisance totale ou partielle des débits des installations.

Article 11 : Marchés

Pour les Marchés relatifs à des travaux, fournitures ou services financés par le FERMIER, il négocie et signe en son nom propre, selon des procédures qu'il détermine librement.

Pour les Marchés relatifs à des travaux, fournitures ou services financés par le Maître d'ouvrage,

- a) Le Maître d'ouvrage négocie et signe tous marchés de travaux, fournitures ou services financés par lui et selon les procédures définies par les dispositions de ses statuts.
- b) En cas d'urgence et de force majeure, le FERMIER pourra préparer et négocier de gré à gré dans les domaines relevant du financement du Maître d'ouvrage tous Contrats rendus nécessaires par la situation et la conjoncture. Il en informera le Maire qui, sera seul compétent, pour engager le Maître d'ouvrage par sa signature.

TITRE III OBLIGATIONS DU MAITRE D'OUVRAGE

Article 12 : Prestations du Maître d'ouvrage

Le Maître d'ouvrage concède au FERMIER qui l'accepte l'exploitation du service, de la maintenance des installations d'eau, de renouvellement et d'extension du système d'AEP relatif à ce Contrat. Il apportera à titre gratuit, au FERMIER, aux membres de son personnel, la délivrance des autorisations nécessaires à l'exécution de ses activités contractuelles.

Article 13 : Responsabilités du Maître d'ouvrage

Le Maître d'ouvrage a la charge de :

- a) représenter les usagers des services de l'eau ,
- b) inciter les usagers à payer correctement les prix fixés d'accord parties
- c) assurer la protection des installations contre les déprédations et les vols ,
- d) approuver les programmes d'investissement pour le renouvellement et l'extension,

- e) approuver le rapport annuel d'activités technique et financier
- f) cogérer avec le FERMIER le fonds de renouvellement et d'extension, conformément à son objet et dans l'intérêt de la population
- g) faire procéder, avec le FERMIER, aux études de faisabilité des extensions souhaitées par les usagers ;
- h) apporter son appui au FERMIER pour garantir le meilleur niveau de service
- i) contrôler la bonne constitution et l'utilisation des fonds de renouvellement et d'extensions
- j) être associée aux choix d'investissement en matière. Participer à la planification des extensions du réseau de distribution (Mise en conformité avec des plans de développement urbain de la COMMUNE, choix d'extension plus sociale que lucrative..
- k) protéger avec le FERMIER le(s) ressource(s) en eau de la ville.

TITRE IV OBLIGATIONS DU MINISTERE CHARGE DE L'EAU

Article 14 : Obligation du Ministère chargé de l'eau potable et juridiction

Le Ministère chargé de l'eau potable représente l'Etat, a pour obligation de conseiller et de régler à l'amiable tous les litiges qui pourraient naître entre le Maître d'ouvrage et le fermier en rapport avec le présent contrat, considérant que les deux parties s'engagent à accepter son arbitrage. Ainsi, le présent contrat est soumis au droit malgache. Les parties signataires du présent contrat restent pleinement soumises à la législation en vigueur à Madagascar concernant la délégation de gestion la préservation de la ressource en eau, les prélèvements d'eau autorisés et les redevances qui pourraient y être associées.

TITRE V DISPOSITIONS FINANCIERES

Article 15. Tarif de vente de l'eau

Le service de l'eau, quel que soit le type de point de distribution, est payant pour tous les consommateurs, qu'il soit une personne physique ou une personne morale (y compris l'Etat et ses démembrements).

15-a) Tarif aux branchements particuliers

Il comprend :

- 1) une partie fixe appelée «frais fixe», d'un montant de..... Ariary, traduisant les investissements engagés
- 2) une partie variable incluant les coûts d'exploitation et les diverses charges, appelée « consommations » ou « prix de l'eau », comportant deux tranches :
 - Tranche sociale correspondant à **une consommation** de 0 à 20 m³ **par** mois, le prix est de..... Ariary/m³
 - a Tranche proportionnelle **au-delà de 20 m³ par mois** le prix est de Ariary/m³.

La somme de ces deux parties sera majorée de

- % pour ta redevance de fonds de renouvellement
- % pour la redevance d'assainissement des eaux usées.

Le total du « prix fixe », des consommations et des redevances sera frappé de la TST 5/o. Le net à payer comprendra éventuellement le frais de banque en cas de virement bancaire, le timbre de 5%0 en cas de paiement direct, le frais de lettre de relance en cas de retard de paiement, le frais de coupure remise en cas de coupure.

15-b) Tarif aux Points d'eau collectifs

Il comprend :

- 1) Comme pour les branchements particuliers la<partie fixe d'un montant de Ariary ;
- 2) Une partie variable dont le<prix est de Ariary/m³ ***quelle que soit la consommation***
(Tarif social)

Le total du « prix fixe » et des consommations sera frappé de la TST 5%. Le net à payer comprendra éventuellement le frais de banque en cas de virement bancaire, le timbre de 5%, en cas de paiement direct, le frais de lettre de relance en cas de retard de paiement, le frais de coupure / remise en cas de coupure.

Pour la revente d'eau aux Points d'Eau Collectifs, le FERMIER ou le GDPEC a une obligation de respecter le tarif de Ariary par litre ou Ariary par seau de 10litres ou encore Ariary par seau de 15litres et de payer une redevance communale mensuelle par point d'eau collectif de Ar par m³.

La facturation se fera mensuellement.

Article 16: Révision des prix

Les prix convenus sont révisables en fonction des variations des conditions économiques. Sur une demande motivée du FERMIER le Maître d'ouvrage pourra par délibération de son conseil, et après instruction de la demande par ses services, décider d'une augmentation exceptionnelle des prix de vente et revente d'eau.

Article 17 : Dispositions fiscales

Dans le cadre du présent Contrat, le FERMIER , et ses prestataires de service, ainsi que son personnel, sont assujettis de tout impôt, droits et taxes de toute nature, existant ou à naître en Repoblikan'i Madagasikara.

TITRE V LITIGES

Article 18 : Règlement des litiges

Tout litige résultant ou se rapportant au présent Contrat, doit être réglé à l'amiable entre les parties contractantes.

A défaut d'un règlement à l'amiable, le litige sera définitivement réglé selon le règlement de conciliation et d'arbitrage des institutions compétentes de la Repoblikan'i Madagasikara.

Article 19 : Résiliation du Contrat

Chacune des parties pourra résilier le Contrat par lettre recommandée avec accusé de réception en respectant un délai de trois mois, en indiquant le motif de la résiliation.

Celle-ci ne sera valable que si elle s'appuie sur l'une des causes énumérées ci-dessous considérées comme motifs légitimes.

Toute autre cause pourra être considérée comme abusive et donnera lieu à l'indemnisation.

➤ Causes valides de résiliation du Contrat par le Maître d'ouvrage

- Interruption durable de la fourniture d'eau par le FERMIER sans motif valable .
- Retard sans motif du FERMIER de plus de 3 mois pour le versement des redevances dues
- Non respect répété et dûment constaté des tarifs par les revendeurs
- Déclaration de faillite ou de liquidation judiciaire du FERMIER
- Défaut ou insuffisance grave de l'entretien des installations dûment constaté
- Graves irrégularités constatées (par un audit externe) dans la fourniture du service « eau potable », que ce soit en termes de continuité ou de qualité.

➤ Causes valides de résiliation du Contrat par le FERMIER

- Refus d'actualisation des tarifs de la part des autres parties lorsque cette réactualisation s'est faite conformément aux dispositions contenues dans le présent Contrat
- Refus du Maître d'ouvrage d'assurer une protection satisfaisante des installations et des revendeurs, ainsi que du personnel mobilisé par le FERMIER
- Impossibilité de procéder aux renouvellements (ou remise en état) des installations pour cause d'insuffisance ou de manquement dans la gestion des fonds contractuels

Pour Le FERMIER

Pour le MAITRE D'OUVRAGE

Pour le MINISTERE CHARGE DE L'EAU